

SHOTARO OSHIMA

Président, Institute for International Economic Studies (IIES) et professeur,
Graduate School of Public Policy, University of Tokyo

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la World Policy Conference

Thank you. I now give the floor to Mr Oshima, an old friend of the WPC. I think that he has not an easy task, but let me provoke him a little bit just to stimulate the discussion. Under Prime Minister Abe, Japan is sometimes criticised for being a bit nationalistic and, as certain commentators would say, aggressive. Could you answer those worries, which exist not just in Korea?

Shotaro Oshima, président, Institute for International Economic Studies (IIES) et professeur, Graduate School of Public Policy, University of Tokyo

Je suis très heureux de revenir en Corée. Comme vous le savez peut-être, j'ai été ambassadeur ici il y a quelques années.

Vous l'avez dit, je suis dans une posture très délicate, étant donné que je suis le dernier des intervenants, et notamment après le discours majeur et très important de la présidente Park Geun-hye. J'ai préparé un texte mais la plupart de ce qui y est écrit a déjà été abordé alors je vais improviser autant que possible.

Avant toute chose, votre question est très intéressante et je suis certain qu'elle est quelque part ici, alors je vais l'aborder. Néanmoins, je vais tenter d'y répondre en replaçant le contexte dans une vision globale. Les gens évoquent la différence entre l'Europe et l'Asie de l'Est à l'égard de la guerre froide et ultérieurement. Pour rappel, la majeure partie de la structure de sécurité en Asie de l'Est a été dominée par l'Occident pendant des siècles. Ce qui se passe aujourd'hui est que l'influence occidentale recule et que ce déclin entraîne certains développements. Il ne s'agit pas seulement de l'ascension de la Chine. Les récents développements confirment que nous n'avons pas de structure de sécurité est-asiatique indépendante de la structure globale. Nous n'en sommes qu'au tout début de notre propre structure de sécurité. Et c'est pourquoi les tensions apparaissent au moment précis où l'ancienne structure recule.

Pour répondre à la question qui m'est posée, un élément que certains négligent est que la guerre froide avait des implications domestiques dans nombre de pays d'Asie de l'Est, notamment au Japon. Pendant la guerre froide, nous avions des partis marxistes, communistes et socialistes très forts. Après la fin de la guerre froide, le prestige de l'idéologie communiste a disparu au Japon. Pour les observateurs extérieurs, cela induit que le centre de gravité politique du pays se déplace vers la droite. Nonobstant les apparences, la structure fondamentale de l'idéologie et les politiques menées par le gouvernement conservateur n'ont pas changé. Par conséquent, vu de l'extérieur, on pourrait croire que les Japonais passent à droite, mais ce n'est pas le cas. C'est simplement que la majeure partie des voix de gauche a disparu. Je ne pense pas que l'affirmation d'un Japon migrant vers le militarisme et l'ultranationalisme soit fondée. Certains expriment cet avis, mais ce n'est pas là que se trouve le centre de gravité de la structure politique japonaise. Il n'y a par conséquent rien à craindre de ce côté et aucune régression à déplorer en ce sens.

Pour essayer plus ou moins de répondre à ce qui a été demandé : je n'ai pas analysé dans le détail en quoi l'Asie de l'Est se distingue de l'Europe. J'ai essayé de l'aborder un peu. Et cela a également été couvert par mes éminents collègues, aussi ne m'étendrai-je pas sur ce sujet.

L'un des éléments les plus importants en Asie de l'Est est manifestement l'ascension de la Chine, qui génère une certaine instabilité dans la région. Le Japon, en tant qu'allié des États-Unis, accueille favorablement le rééquilibrage

américain vers l'Asie et nous essayons de contribuer à l'augmentation de la sécurité dans la région en faisant notre part, à l'instar du renforcement de nos capacités et de l'évolution de l'interprétation de la Constitution pour que nous puissions prendre quelques mesures d'autodéfense collective. Nous essayons par conséquent de contribuer au processus dans son ensemble.

Cela étant dit, j'aimerais formuler une observation, qui devrait intéresser ceux qui n'ont pas nécessairement identifié cet aspect. C'est l'importance du respect de l'état de droit afin d'avoir une gouvernance économique intérieure qui soit bien mieux acceptée par la communauté extérieure. C'est important pour promouvoir des réformes dans les pays qui ont besoin de ces réformes, y compris la Chine, bien évidemment.

Dans ce contexte, il faut remarquer le modus operandi de la Russie en Ukraine et ses ramifications en Asie de l'Est. Plusieurs choses ont déjà été mentionnées à cet égard. En ce qui concerne les territoires du Nord entre le Japon et la Russie, si l'attitude nationaliste de la Russie se renforce, une résolution va devenir de plus en plus difficile, même si les deux parties fondent la négociation sur les principes de droit et de justice. À cet égard, ce qui se passe récemment en Russie, notamment sur le plan économique, est très déconcertant. Dans un même temps, les difficultés économiques russes pourraient donner quelques indications car, si je puis me permettre, et avec tout le respect que je dois à mes collègues russes, le fait même que la Russie ne dispose pas de gouvernance économique crédible, envoie un message négatif à tous les acteurs économiques extérieurs, notamment les investisseurs.

Dans la même veine, la manière dont une nation se conduit sur la scène internationale, par exemple, son mépris du droit international ou son manque d'efforts pour promouvoir une gouvernance économique fondée sur l'état de droit, aura un impact sur la manière dont elle essaie de résoudre la question de la réforme économique. C'est ce que j'observe en Chine. Il semble y avoir un aspect plus positif en Chine, du fait que sa démesure nationaliste, comme ce que nous observons en mer de Chine orientale et méridionale, est tempérée par le besoin domestique d'une réforme socioéconomique profonde. J'aimerais ici rappeler l'importance à mes yeux de la décision prise lors du 4e Congrès du Comité central du Parti communiste chinois en octobre dernier, qui a insisté sur l'importance de l'état de droit, même si c'était selon des caractéristiques chinoises. La décision semble n'avoir été fondée que sur le besoin d'une réforme domestique socioéconomique. Néanmoins, elle implique également la reconnaissance qu'à moins d'une gouvernance transparente et démocratique conforme aux principes de l'état de droit, le capital international adoptera une position prudente à l'égard des perspectives nationales de la Chine.

Un écart considérable subsiste bien entendu entre la poursuite d'une gouvernance nationale fondée sur l'état de droit avec les caractéristiques chinoises et la maîtrise des défis dangereux de la liberté de navigation et de l'intégrité territoriale des voisins. Néanmoins, il semble manifeste que si de telles actions disruptives se poursuivent dans la région, le capital sensible aux risques ne sera pas disponible pour encourager la réforme économique dont la Chine a besoin.

Comment développer une gouvernance de sécurité en Asie de l'Est en réponse au défi soulevé par l'ascension et l'exubérance qui accompagne la fierté nationaliste en Chine ? La question reste en suspens. On remarque néanmoins qu'il semble y avoir un interlocuteur volontaire pour un dialogue stratégique sur la sécurité et la coopération économique et c'est là que j'aimerais souligner l'importance de la rencontre entre les deux dirigeants japonais et chinois, le Premier ministre Abe et le président Xi Jinping. Elle s'est déroulée il y a un mois et constituait à l'évidence un pas dans la bonne direction. Elle a ouvert des portes mais aussi le cœur et l'esprit de certains. J'étais récemment en Chine où j'ai parlé avec des Chinois et il semble que cette réunion ait brisé la glace dans l'esprit des Chinois qui voulaient entretenir un dialogue, un contact et une relation ordinaires et réguliers avec le Japon.

Il s'agissait par conséquent d'une étape importante et nous allons poursuivre le dialogue, y compris au plus haut niveau. Comme cela a été suggéré à plusieurs reprises, le dialogue constitue la première étape vers la gouvernance que nous avons besoin d'établir en matière de sécurité. À cet égard, je pense que le gouvernement japonais accueille très favorablement l'initiative de la présidente Park Geun-hye, qu'elle a réitérée dans son allocution de ce matin. Grâce à ces progrès, nous pouvons espérer que le dialogue se poursuive et s'approfondisse afin de déboucher éventuellement sur un meilleur système en Asie de l'Est.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la World Policy Conference

Merci beaucoup. Juste une petite question. Comment réagissez-vous aux protestations régulières de la Corée en particulier, ainsi que de la part de la Chine, sur les visites au sanctuaire de Yasukuni ? Quelle est votre interprétation ? Pourquoi est-ce si important pour le Premier ministre japonais de s'impliquer dans ce type d'actions qui sont perçues de l'extérieur comme des provocations ?

Shotaro Oshima, président, Institute for International Economic Studies (IIES) et professeur, Graduate School of Public Policy, University of Tokyo

C'est une question intéressante et importante. Il s'agit à l'évidence d'une question compliquée qui n'est parfois pas bien comprise. La vraie question n'est pas tant la visite du Premier ministre ou de tout autre leader politique ni le sanctuaire de Yasukuni en soi.

Il s'agit de ce que le sanctuaire de Yasukuni représente pour la Chine, et du fait que des soi-disant criminels de guerre y ont été sanctuarisés – je n'aime pas utiliser le terme « sanctuarisé » car cela ne révèle pas le vrai sens de ce qui a été fait, mais c'est le seul mot en anglais qui est habituellement utilisé.

Jusqu'à il y a peu de temps, ceux qui étaient condamnés comme criminels de guerre, et donc parfois exécutés, n'étaient pas considérés comme faisant partie des soldats qui sont morts pour le pays et qui reposent à Yasukuni. La plupart des Japonais trouveraient totalement naturel qu'un leader politique, ou n'importe qui d'autre, rende hommage aux soldats qui ont sacrifié leur vie pour les guerres de la nation. Le seul problème est que la Chine considère ces hommages comme une agression car, au bout de quelques années, les criminels de guerre, qui étaient considérés comme responsables de la guerre en Chine et ailleurs, ont été inclus parmi les sanctuarisés. Pour la Chine, c'est comme si les hommages rendus par les dirigeants politiques aux soldats et aux marins ayant sacrifié leur vie impliquaient cet aspect, qu'ils ne peuvent accepter. Il s'agit par conséquent d'une question très délicate pour le Japon qu'il serait plus que souhaitable de résoudre. Néanmoins, pour l'heure, il est presque naturel pour les dirigeants politiques de rendre hommage à ces soldats et à ces marins et je pense que cela ne diffère pas de ce que nombre de dirigeants dans d'autres pays font, à l'exception de ce facteur particulier.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la World Policy Conference

Pensez-vous qu'à l'avenir on pourrait observer un processus de réconciliation entre le Japon, la Chine et la Corée, plus ou moins comparable à ce qu'a été le processus de réconciliation franco-allemand ? Est-ce que c'est envisageable ?

Shotaro Oshima, président, Institute for International Economic Studies (IIES) et professeur, Graduate School of Public Policy, University of Tokyo

Bien sûr. Si je ne m'abuse – et cela a déjà été évoqué – la réconciliation franco-allemande a été rendue quasi impérative par l'évolution des conditions de sécurité après la guerre, avec l'avènement de la guerre froide. Ce type de situation de sécurité était absente en Asie de l'Est car la Chine était de l'autre côté et pas du même bord que le Japon. Maintenant que la guerre froide est finie et que les individus se positionnent à partir de perspectives différentes, je dirais qu'elle pourrait se produire à terme. Nous avons initié un dialogue, ce qui constitue un début très important.



Thierry de Montbrial, président et fondateur de la World Policy Conference

Si la World Policy Conference peut jouer un rôle à l'avenir pour faciliter ce genre de choses, nous en serions ravis.